

- gnation d'experts (Article 50 du Statut), jusqu'à concurrence de 25 000 dollars;
- iii) Au maintien en fonctions de juges non réélus (paragraphe 3 de l'Article 13 du Statut), jusqu'à concurrence de 50 000 dollars;
 - iv) Aux sessions de la Cour tenues hors de La Haye (Article 22 du Statut), jusqu'à concurrence de 75 000 dollars;
 - v) Au paiement de pensions et de frais de voyage et de déménagement aux juges non réélus ainsi qu'au paiement de frais de voyage et de déménagement de nouveaux membres de la Cour, jusqu'à concurrence de 58 500 dollars;

2. *Décide* que le Secrétaire général présentera au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session, un rapport sur toutes les dépenses faites en vertu de la présente résolution et sur les conditions de leur engagement et soumettra à l'Assemblée des demandes de crédits additionnels concernant ces engagements;

3. *Décide* que, au cas où il faudrait, comme suite à une décision du Conseil de sécurité, engager, pour le maintien de la paix et de la sécurité, des dépenses dont le total estimatif dépasserait 10 millions de dollars ayant la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, l'Assemblée sera, par les soins du Secrétaire général, convoquée en session extraordinaire pour examiner la question.

1501^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2244 (XXI). Fonds de roulement pour l'exercice 1967

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit:

1. Le Fonds de roulement sera fixé à 40 millions de dollars des Etats-Unis pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 1967;

2. Les Etats Membres feront des avances au Fonds de roulement conformément au barème adopté par l'Assemblée générale pour les contributions des Etats Membres au budget de l'exercice 1967;

3. Viendront en déduction de ces avances:

a) Les crédits, d'un montant total de 1 079 158 dollars, revenant aux Etats Membres en raison du virement d'excédents budgétaires au Fonds de roulement en 1959 et 1960;

b) Les avances en espèces que les Etats Membres auront versées au Fonds de roulement pour l'exercice 1966, en application de la résolution 2127 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965;

4. Le Secrétaire général est autorisé à avancer, par prélèvement sur le Fonds de roulement:

a) Les sommes qui pourront être nécessaires pour l'exécution du budget en attendant le recouvrement des contributions, étant entendu que les sommes ainsi avancées devront être remboursées aussitôt que l'on disposera à cette fin de recettes provenant des contributions;

b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale, en particulier la résolution 2243 (XXI) du 20 décembre 1966, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le

Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 125 000 dollars, pour continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances au-delà du total de 125 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité de sommes suffisantes;

5. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus ne suffirait pas à faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser en 1967 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

1501^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2245 (XXI). Régime des frais de voyage et des indemnités de subsistance payés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant les dispositions de sa résolution 1798 (XVII) du 11 décembre 1962, relative au régime des frais de voyage et des indemnités de subsistance payés aux membres des organes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les dispositions de l'annexe à ladite résolution,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le régime des voyages par avion³⁰ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³¹,

Décide de modifier comme suit le paragraphe 4 de l'annexe à sa résolution 1798 (XVII) du 11 décembre 1965, modifié par la résolution 2128 (XX):

"4. L'Organisation paie les frais de voyage en classe économique, par avion ou, dans des conditions équivalentes, par un moyen de transport public reconnu et suivant un itinéraire direct, si ce n'est que, dans le cas d'un seul représentant de chaque Etat Membre assistant à des sessions ordinaires,

³⁰ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Annexes, point 74 de l'ordre du jour, document A/C.5/1074.

³¹ *Ibid.*, document A/6502.

extraordinaires ou extraordinaires d'urgence de l'Assemblée générale et dans le cas de toutes les personnes siégeant à titre individuel, par opposition aux personnes siégeant en tant que représentants de gouvernements, l'Organisation paie les frais du voyage en première classe, par avion ou, dans des conditions équivalentes, par un moyen de transport public reconnu et suivant un itinéraire direct. Le coût du voyage par avion est normalement considéré comme le plafond, quel que soit le moyen de transport utilisé."

1501^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2246 (XXI). Agrandissement des salles et installations de conférence du Palais des Nations

L'Assemblée générale,

Prenant acte avec satisfaction des rapports du Secrétaire général³² et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires³³ concernant l'agrandissement des salles et installations de conférence au Palais des Nations, à Genève,

1. *Exprime sa gratitude* aux autorités gouvernementales suisses pour la coopération et l'assistance qu'elles ont fournies à cet égard à l'Organisation des Nations Unies;

2. *Autorise* le Secrétaire général à exécuter les plans d'agrandissement du Palais des Nations, sous réserve d'une dépense maximum de 15 millions de dollars;

3. *Autorise en outre* le Secrétaire général à accepter l'offre des autorités suisses de faire un don de 4 millions de francs suisses (925 000 dollars) pour couvrir une partie du coût du projet et à accepter, suivant les besoins, un prêt destiné à aider le financement du projet, portant intérêt à 3 p. 100, et remboursable par versements échelonnés pendant la période 1972 à 1980;

4. *Décide* de financer le programme de telle sorte que les sommes imputables sur le budget annuel à ce titre durant la période 1967 à 1980 soient les suivantes :

	Dollars des Etats-Unis
De l'exercice 1967 à l'exercice 1974	1 000 000 par an
De l'exercice 1975 à l'exercice 1979	1 500 000 par an
Pour l'exercice 1980	495 000

5. *Décide* d'ouvrir un compte spécial auquel seront déposés tous les fonds disponibles pour le projet d'agrandissement du Palais des Nations et auquel le solde non utilisé des crédits ouverts chaque année sera automatiquement reversé.

1501^e séance plénière,
20 décembre 1966.

2247 (XXI). Publications et documentation de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Tenant compte du projet de budget pour l'exercice 1967³⁴ et du sixième rapport présenté par le Comité

³² *Ibid.*, document A/C.5/1076.

³³ *Ibid.*, document A/6524.

³⁴ *Ibid.*, vingt et unième session, Supplément n° 5 (A/6305).

consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale (vingt et unième session)³⁵,

Ayant présent à l'esprit le deuxième rapport du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées³⁶,

1. *Prie* le Secrétaire général, conformément aux recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de donner pour instructions au Comité des publications :

a) De réexaminer la pratique actuellement suivie en matière de préparation et de publication des documents officiels, suppléments et annexes pour tous les organes de l'Organisation des Nations Unies, afin de déterminer s'il est possible de réaliser des économies;

b) De réexaminer le programme des publications pour s'assurer que les publications, les études et les rapports sont établis conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et d'autres organes directeurs, et pour déterminer également si certaines publications ont perdu leur utilité ou font double emploi;

c) D'étudier la documentation de l'Organisation en vue de suggérer des moyens possibles de réaliser éventuellement des économies à la fois sur le volume et sur le coût de cette documentation;

d) D'harmoniser le programme des publications de l'Organisation des Nations Unies avec ceux des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, en vue d'éliminer les doubles emplois éventuels;

2. *Prie* le Secrétaire général :

a) De soumettre au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à sa session d'été, un rapport préliminaire établi sur la base des études que le Comité des publications doit entreprendre en vertu du paragraphe 1 ci-dessus et contenant toutes suggestions et recommandations utiles en vue d'éliminer ou de regrouper diverses publications ou d'en réduire la fréquence;

b) De faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingt-deuxième session;

3. *Invite* le Secrétaire général à veiller, dans l'esprit du paragraphe 3 de la section I de la résolution 1090 E (XXXIX) du Conseil économique et social, en date du 31 juillet 1965, à ce que les documents présentés aux organes de l'Organisation des Nations Unies soient communiqués aux Etats Membres dans des délais suffisants et simultanément dans les langues de travail prévues par les divers règlements intérieurs.

1501^e séance plénière,
20 décembre 1966.

³⁵ *Ibid.*, Supplément n° 7 (A/6307).

³⁶ *Ibid.*, vingt et unième session, Annexes, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343.

*

*

*